

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 12/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS

ZONE DE BERGUES
BIERNE
59380 Bergues

Références : -
Code AIOT : 0007000854

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/07/2024 dans l'établissement BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS implanté Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne. L'inspection a été annoncée le 22/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du plan des visites d'inspection de la DREAL Hauts-de-France au titre de l'année 2024. Elle a été réalisée dans le cadre du récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mars 2024 sur la thématique légionnelle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BALL PACKAGING EUROPE BIERNE SAS
- Zone d'Entreprise de Bergues BP 59 59380 Bierne

- Code AIOT : 0007000854
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Ball Packaging Europe France SAS produit des boîtes de boissons et réalise les applications et impressions sur ces emballages.

Pour le refroidissement des ses compresseurs l'exploitant utilise 3 tours aéroréfrigérantes. L'exploitant relève du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées.

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conception	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Surveillance de l'exploitation	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Connaissance des produits, étiquetage	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Etat des stocks de produits dangereux	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
5	Traitement préventif	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure
6	Nettoyage préventif de l'installation	AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a constaté que l'exploitant s'est mis en conformité avec les dispositions des articles I > 2.5.2, I > 3.1, I > 3.3, I > 3.5, I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 applicable aux installations relevant de la déclaration du titre de la rubrique 2921. L'arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 mars 2024 relatif à ces articles peut donc être abrogé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conception

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle
Prescription contrôlée : La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3 ; I > 3.5 ; I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois. <i>"L'article I > 2.5.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :</i>

a) L'installation est conçue pour faciliter la mise en œuvre des actions préventives, correctives ou curatives, et les prélèvements pour analyse microbiologiques et physico-chimiques. Elle est conçue de façon qu'il n'y ait pas de tronçons de canalisations constituant des bras morts. Elle est équipée d'un dispositif permettant la purge complète de l'eau du circuit.

Les matériaux présents sur l'ensemble de l'installation sont choisis au regard de la qualité de l'eau, de leur facilité de nettoyage et d'entretien, et de leur résistance aux actions corrosives des produits de d'entretien et de traitement.

L'installation de refroidissement est aménagée pour permettre l'accès, notamment, aux parties internes, aux rampes de dispersion de la tour, aux bassins, et au-dessus des baffles d'insonorisation si présentes.

La tour est équipée de tous les moyens d'accessibilité nécessaires à son entretien et sa maintenance dans les conditions de sécurité ; ces moyens permettent à tout instant de vérifier le bon état d'entretien et de maintenance de la tour.

b) L'exploitant dispose des plans de l'installation tenus à jour, afin de justifier des dispositions prévues ci-dessus.

c) La tour est équipée d'un dispositif de limitation des entraînements vésiculaires en bon état de fonctionnement constituant un passage obligatoire du flux d'air potentiellement chargé de vésicules d'eau, immédiatement avant rejet.

d) Pour tout dévésiculeur installé à partir du 1er juillet 2005, le fournisseur du dispositif de limitation des entraînements vésiculaires atteste un taux d'entraînement vésiculaire inférieur à 0,01 % du débit d'eau en circulation dans les conditions de fonctionnement nominales de l'installation.

e) L'exploitant s'assure que le dispositif de limitation des entraînements vésiculaires équipant l'installation est bien adapté aux caractéristiques de l'installation (type de distributeurs d'eau, débit d'eau, débit d'air), afin de respecter cette condition en situation d'exploitation.

f) Les équipements de refroidissement répondant à la norme NF E 38-424 sont considérés conformes aux dispositions de conception décrites au point 2.5.2. L'exploitant doit cependant examiner la conformité des parties de l'installation non couvertes par cette norme."

Constats :

Lors de la précédente inspection, une mise en demeure a été proposée en raison de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) qui n'était plus à jour et de la présence de bras morts au niveau de l'eau d'appoint et une recommandation par le bureau d'étude de la vérification de la présence de bras mort au niveau des rampes de pulvérisation.

L'exploitant a transmis son AMR mise à jour en date du 01/06/2024. Quant aux bras morts, l'exploitant prévoit de les supprimer lors de l'arrêt général de l'usine qui est prévu en décembre 2024 (semaine 51).

En attendant les travaux de suppression des bras morts, l'exploitant a renforcé la surveillance de la légionelle au niveau de l'eau d'appoint avec un suivi mensuel soit une fois par Eautex (traiteur d'eau) et une fois par Flandres analyses.

Concernant la conformité à la norme NF E 38-424, les tours ne sont pas concernées par cette norme compte tenu de leur antériorité à 2013 (les tours datent de 1990).

Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Surveillance de l'exploitation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3 ; I > 3.5 ; I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois.</p> <p><i>L'article I > 3.1 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :</i></p> <p><i>L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une ou de plusieurs personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</i></p> <p><i>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles, associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.</i></p> <p><i>Ces formations portent a minima sur :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ; - les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ; - les dispositions du présent arrêté. <p><i>En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en Legionella pneumophila est dispensée aux opérateurs concernés.</i></p> <p><i>Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de formation, notamment en fonction des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ; - la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, type de formation suivie, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ; - les attestations de formation de ces personnes.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que le plan de formation était incomplet. Les informations suivantes manquaient : les modalités de formation, le descriptif des différents modules, la durée, la fréquence en fonction des agents, la date exacte de la dernière formation suivie, ainsi que la date de la prochaine formation à suivre.</p> <p>Concernant la société EAUTEX, les attestations de formation n'avaient pas été transmises à</p>

<p>l'inspection.</p> <p>Suite à cette visite, l'exploitant a transmis par courriel du 1^{er} août 2024, le plan de formation des salariés de Ball. Celui-ci reprend l'ensemble des informations requises. Un document annexe sur le contenu de la formation sur la légionelle a également été joint par l'exploitant.</p> <p>Pour plusieurs salariés (29 personnes), la date de formation était échue en 2024. Par courriel du 03 décembre 2024, l'exploitant a transmis le plan de formation à jour avec les formations réalisées au mois de novembre 2024 pour les 29 salariés ainsi que les attestations de formation des 2 salariés, demandées par l'inspection.</p> <p>Concernant les attestations de formation de la société EAUTEX, celles-ci ont été communiquées par courriel du 1^{er} août 2024 et l'ensemble des documents est conforme.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Connaissance des produits, étiquetage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3 ; I > 3.5 ; I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois.</p> <p><i>L'article I > 3.3 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :</i> <i>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente inspection, il avait été constaté que les fiches de données de sécurité des produits stockées pour les TAR n'étaient plus à jour : elles dataient de 2011 et les symboles de danger sur ces documents n'étaient plus d'actualité.</p> <p>L'exploitant a communiqué par courriel du 1^{er} août 2024, l'ensemble des fiches de données de sécurité qui sont à jour.</p> <p>Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle

Prescription contrôlée :

La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3; I > **3.5** ; I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois.

L'article I > 3.5 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :

L'exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence sur le site de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté que l'exploitant disposait d'un registre informatique indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus sur le site. En ce qui concerne les TAR uniquement, la gestion des produits est assurée par le prestataire de traitement des eaux EAUTEX, et l'exploitant n'a pas de visibilité sur la gestion des stocks, bien que les produits soient entreposés dans les locaux de Ball Packaging (local compresseur).

Par courriel du 1^{er} août 2024, l'exploitant a transmis le registre des produits chimiques utilisés pour les tours, précisant le nom du produit, son utilisation, sa composition, le pictogramme de danger, son mode d'injection, son conditionnement, le nom du fournisseur, la quantité maximale stockée, la consommation mensuelle et son emplacement sur le site. Ce registre est mis à jour une fois par mois par le prestataire de traitement des eaux EAUTEX.

L'exploitant précise que le stock est prévu pour une année entière et que l'ensemble du local compresseur est sous rétention.

Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 5 : Traitement préventif

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle

Prescription contrôlée :

La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3; I > 3.5 ; I > **3.7. I. 2. b)** et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois.

*L'article I > **3.7. I. 2. b)** de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :*

L'exploitant met en œuvre un traitement préventif de l'eau à effet permanent pendant toute la durée de fonctionnement de l'installation, dont l'objectif est à la fois de réduire le biofilm et de limiter la concentration en légionelles libres dans l'eau du circuit.

L'exploitant peut mettre en œuvre tout procédé de traitement, physique et/ou chimique, dont il démontre l'efficacité sur la gestion du risque de prolifération et dispersion des légionelles.

L'exploitant s'efforce de concevoir ce traitement préventif de manière à limiter l'utilisation de produits néfastes pour l'environnement.

Dans tous les cas, l'exploitant décrit et justifie la stratégie de traitement préventif adoptée dans la fiche de stratégie de traitement préventif jointe au plan d'entretien.

Dans le cas où le traitement préventif comprend un traitement chimique, les concentrations des produits dans l'eau du circuit sont mises en œuvre à des niveaux efficaces pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles, ne présentant pas de risque pour l'intégrité de l'installation et limitant les impacts sur le milieu.

L'exploitant justifie du choix des produits de traitements utilisés, de leurs caractéristiques et modalités d'utilisation (fréquence, quantités), au regard des paramètres propres à l'installation (notamment les matériaux, le volume), des conditions d'exploitation et des caractéristiques physico-chimiques de l'eau du circuit à traiter, en particulier la qualité de l'eau d'appoint, la température et le pH. Il s'assure de la compatibilité des molécules entre elles, afin d'éviter les risques d'interaction qui réduisent l'efficacité des traitements et altèrent la qualité des rejets.

En cas d'utilisation d'injections ponctuelles de biocide(s) en traitement préventif, l'exploitant justifie que cette stratégie de traitement est la mieux adaptée à son installation et la moins impactante pour l'environnement.

Les stratégies de traitement préventif par injection de biocides non oxydants en continu sont limitées aux cas où l'exploitant justifie qu'aucune stratégie alternative n'est possible.

Dans tous les cas, l'exploitant mentionne dans la fiche de stratégie de traitement les produits de décomposition des produits de traitement susceptibles de se trouver dans les rejets de l'installation de refroidissement, et les valeurs de concentration auxquels ils sont rejetés.

Pour les nouvelles installations, ou en cas de changement de stratégie de traitement pour les installations existantes, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées et démontre l'efficacité du traitement pour la gestion du risque de prolifération et de dispersion des Legionella pneumophila par la réalisation d'analyses hebdomadaires en Legionella pneumophila, a minima pendant deux mois, et jusqu'à obtenir trois analyses consécutives inférieures à 1 000 UFC/L.

La stratégie de traitement elle-même constituant un facteur de risque, toute modification (produit ou procédé) entraîne la mise à jour de l'AMR, du plan d'entretien et du plan de surveillance et de la fiche de stratégie de traitement.

Le dispositif de purge de l'eau du circuit permet de maintenir les concentrations en sels minéraux dans l'eau du circuit à un niveau acceptable, en adéquation avec la stratégie de traitement de l'eau.

Les appareils de traitement et les appareils de mesure sont correctement entretenus et maintenus, conformément aux règles de l'art. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits pour faire face à un besoin urgent ou à des irrégularités d'approvisionnement.

Constats :

Pour rappel, lors de la précédente inspection, il avait été constaté qu'il était nécessaire de mettre à jour la fiche de stratégie de traitement, qui était trop ancienne (19/12/2017, version 4.2017).

Par courriel du 1^{er} août 2024, l'exploitant a transmis une nouvelle fiche de stratégie de traitement datée du 02 janvier 2023, version 3.2023. Cette fiche reprend bien les produits actuellement utilisés par l'exploitant :

- Pour l'eau d'appoint : CA110 (anti-corrosion + anti-biofilm)
- Injection continue du biocide oxydant : BALBR20
- Injection en traitement choc : biocide non oxydant BALK20

Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Nettoyage préventif de l'installation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 19/03/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la légionelle

Prescription contrôlée :

La société BALL PACKAGING EUROPE FRANCE SAS dont le siège social est situé en Zone d'Entreprise de Bergues à Bierne (59380) est mise en demeure de respecter les dispositions des articles I > 2.5.2 ; I > 3.1 ; I > 3.3 ; I > 3.5 ; I > 3.7. I. 2. b) et I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 sous un délai de 3 mois.

L'article I > 3.7. I. 2. c) de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :

Une intervention de nettoyage, par actions mécaniques et/ou chimiques, de la tour de refroidissement, de ses parties internes et de son bassin, est effectuée au minimum une fois par an. Les interventions de nettoyage présentant un risque sanitaire pour les opérateurs et les riverains de l'installation, des moyens de protection sont mis en place afin de prévenir tout risque d'émissions d'aérosols dans l'environnement. L'utilisation d'un jet d'eau sous pression pour le nettoyage fait l'objet d'une procédure particulière, prenant en compte le risque de dispersion de légionelles.

Si le nettoyage préventif annuel nécessite la mise à l'arrêt complet de l'installation, et que l'exploitant se trouve dans l'impossibilité technique ou économique de réaliser cet arrêt, il doit en informer le préfet et lui proposer la mise en œuvre de mesures compensatoires.

L'inspection des installations classées peut soumettre ces mesures compensatoires à l'avis d'un tiers expert. Ces mesures compensatoires sont, après avis de l'inspection des installations classées, imposées par arrêté préfectoral pris en application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Lors de la précédente inspection, l'exploitant n'avait pas transmis le rapport de nettoyage réalisé par EAUTEX, ni la procédure de nettoyage spécifique en cas d'utilisation d'un jet d'eau sous pression. De plus, la date du dernier nettoyage n'était pas mentionnée dans le carnet de suivi.

Le rapport de nettoyage, sous la forme d'un certificat, est daté du 22 avril 2024 pour une intervention réalisée les 18 et 19 août 2024. Les procédures mentionnées dans le rapport, comprenant la procédure de nettoyage spécifique en cas d'utilisation d'un jet d'eau sous pression, ont bien été transmises à l'inspection.

L'exploitant a mis en place un carnet de suivi dématérialisé (fichier Excel) comprenant un volet dédié au nettoyage. La date de l'intervention y est correctement mentionnée.

Au vu de ces éléments, l'inspection propose de lever la mise en demeure pour ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure